

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 29/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BANC NATIONAL D'EPREUVE

5 rue de Méons
42000 Saint-Étienne

Références : UiD4243-EAR-024-58
Code AIOT : 0006105084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement BANC NATIONAL D'EPREUVE implanté 5 rue de Méons - ZI Molina Nord BP 147 42000 Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 29/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est tenue dans un contexte de relecture du projet d'arrêté préfectoral avant présentation au CODERST.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BANC NATIONAL D'EPREUVE
- 5 rue de Méons - ZI Molina Nord BP 147 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006105084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La visite a conduit à la modification de certaines prescriptions pour tenir compte de remarques justifiées de la part de l'exploitant. Ces modifications n'ont pas d'impact sur le niveau de sécurité et de maîtrise des effets chroniques ou accidentels des installations.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	projet d'arrêté préfectoral	Autre du 15/02/2024, article ANNEXE2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	projet d'arrêté préfectoral	Autre du 15/02/2024, article 1.1.1	Sans objet
2	projet d'arrêté préfectoral	Autre du 15/02/2024, article 4.1.2	Sans objet
3	projet d'arrêté préfectoral	Autre du 15/02/2024, article 5.2	Sans objet
4	projet d'arrêté préfectoral	Autre du 15/02/2024, article 5.3.3	Sans objet
5	projet d'arrêté préfectoral	Autre du 15/02/2024, article 5.3.5	Sans objet
6	projet d'arrêté préfectoral	Autre du 15/02/2024, article 5.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection et l'exploitant ont abouti à une rédaction partagée du projet d'arrêté préfectoral. La situation est conforme au dossier de régularisation, l'exploitant devra veiller à sensibiliser à nouveau son personnel à la bonne fermeture des emballages contenant des munitions dans les soutes extérieures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : projet d'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Autre du 15/02/2024, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, titulaire de l'autorisation
Prescription contrôlée : La chambre de commerce et d'industrie LYON METROPOLE SAINT ETIENNE ROANNE, Banc National d'épreuve, (SIRET 130 021 702 000 50), dont le siège social est situé Palais de la Bourse, 21 rue de la République 69 289 Lyon Cedex 2 est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de SAINT ETIENNE, Rue de Méons (coordonnées Lambert 93 X=810375 et Y=6485809), les installations détaillées dans les articles suivants.
Constats : Le dossier a été déposé par la chambre de commerce et d'industrie Lyon, Saint Etienne, Roanne, pour le banc national d'épreuve. Il est possible que le Banc National d'épreuve soit appelé à changer de ministère de tutelle. Il ne serait plus sous la tutelle de la chambre de commerce. Ainsi il a été décidé avec l'exploitant de faire apparaître les deux intitulés (CCI Lyon saint etienne, roanne et Banc d'épreuve) pour prévenir ce changement à venir. En cas de changement de ministère de tutelle et de changement de SIRET, il conviendra que le banc d'épreuve transmette le nouveau Kbis de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : projet d'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Autre du 15/02/2024, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, bruits
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée sous un délai d'un an après la mise

en service puis tous les 5 ans.
Constats : S'agissant d'une régularisation, la notion de mise en service n'a pas d'intérêt. La dernière mesure de bruit a été réalisée en mars 2023. La prescription a été corrigée afin de ne laisser que la notion de fréquence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : projet d'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Autre du 15/02/2024, article 5.2
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un état des stocks en temps réel de la quantité de matière explosive dans les soutes de son établissement.
Constats : L'exploitant est en cours de finalisation de son outil de gestion des stocks en temps réel. Un délai de 6 mois sera proposé dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation à examiner en CODERST, afin de permettre à l'exploitant de finaliser cet outil.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : projet d'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Autre du 15/02/2024, article 5.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, zones pyrotechniques
Prescription contrôlée : Les zones ATEX de l'établissement sont identifiées, signalées et équipées de matériels adaptés aux risques.
Constats : L'établissement ne possède aucune zone ATEX, en revanche il dispose de Zones pyrotechniques qui présentent des risques qui leur sont propres, et qu'il convient donc d'identifier afin de signaler et d'équiper en conséquence pour garantir notamment la la protection des tiers sur site (pompiers en intervention ...) Le terme ATEX a été remplacé par le terme pyrotechnique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : projet d'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Autre du 15/02/2024, article 5.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, confinement
Prescription contrôlée : Le confinement des eaux incendie est assuré par stockage gravitaire dans les bâtiments et en extérieur sur la zone d'entrée.
Constats : Le confinement est possible sur site mais nécessite l'installation du vanne de sectionnement avant rejet. Un délai d'un an sera proposé dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation à examiner

en CODERST afin de réaliser les travaux nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : projet d'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Autre du 15/02/2024, article 5.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, détection
Prescription contrôlée : Les soutes sont équipées de détection intrusion. Le bâtiment principal est équipé d'alarme incendie. En dehors de heures ouvrées ces alarmes sont renvoyées vers la télésurveillance.
Constats : Les alarmes sont en place, et reportées en dehors des heures ouvrées vers une société de télésurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : projet d'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Autre du 15/02/2024, article ANNEXE2
Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage dans les soutes
Prescription contrôlée : Le détail des quantités stockées dans les soutes, ainsi que les conditions de stockages.
Constats : IL a pu être constaté: Dans la soute Z: stockage d'explosifs de classe 1.4 uniquement. Quelques cartons étaient ouverts. Respect des marquages aussi bien au sol qu'en hauteur. Dans la soute Y: stockage d'explosifs de classe 1.3 uniquement. Tous les cartons étaient fermés. Respect des marquages aussi bien au sol qu'en hauteur. Dans la soute W: stockage d'explosifs de classe 1.4 uniquement. Un carton était ouvert. Respect des marquages aussi bien au sol qu'en hauteur. Dans la soute X: stockage souterrain d'explosifs de classe 1.2 uniquement. Reliquat de certaines munitions très anciennes ne présentant pas de marquage de classe d'explosifs. Ces munitions sont nécessaires pour les tests de certains blindages dans le cadre des normes de certification. Dans la soute V: stockage de poudres propulsives en bidonnets. Les emballages étaient fermés. Stockage de 2 flacons de poudre noire de 250g chacun dans la sous cellule dédiée. L'exploitant devra renouveler la sensibilisation de ses employés à la fermeture indispensable des emballages présents dans ces 4 soutes extérieures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois